

gouvernement a-t-il l'intention de prendre des mesures d'urgence pour renseigner les cultivateurs ou devront-ils attendre un Livre blanc sur le sujet?

Je voudrais, dans les quelques minutes qui vont suivre, expliquer pourquoi j'ai posé cette question au ministre. C'est très important, je pense. Essentiellement, j'avais deux raisons. Premièrement, le rapport de la commission d'étude prouve nettement que les cultivateurs de l'Ouest ne sont pas au courant des programmes fédéraux mis à leur disposition. On dit que seulement 40 p. 100 des cultivateurs sont au courant de ces programmes; on dit même qu'un grand pourcentage des cultivateurs ignorent où sont situés les centres de la main-d'œuvre de leur localité.

Deuxièmement, la crise à laquelle les cultivateurs de l'Ouest ont à faire face. C'est pourquoi l'exode rural vers les centres urbains s'accroît rapidement. C'est le mouvement de population le plus radical qu'on ait vu depuis les années 30 et il va, paraît-il, s'accroître davantage.

Si vous voulez bien jeter un coup d'œil sur les chiffres de base, monsieur l'Orateur, vous verrez que l'an dernier le revenu moyen des cultivateurs de l'Ouest, par acre, a été de \$8.09. Entre-temps, les coûts, par acre, se sont élevés à \$21.49. J'insiste là-dessus, le revenu par acre a été de \$8 et les dépenses de \$21. Il est évident que même le meilleur cultivateur ne peut arriver à joindre les deux bouts. Tout le monde en subit le contre-coup dans l'Ouest du Canada, le cultivateur, l'enseignant ou le petit commerçant. Les petits commerces ferment. Les ventes de machines agricoles, entre autres, ont baissé de 23 p. 100. Les mises en chantier ont diminué de 21 p. 100; c'est un véritable désastre pour l'ensemble de l'économie. De fait, seuls les déménageurs font vraiment des bénéfices ou du progrès par le temps qui court: ils déménagent les campagnards vers les villes. Voilà pourquoi je pose cette question. Nous constatons que lorsque ces gens quittent les régions rurales en grand nombre pour aller à la ville, ils vont grossir les rangs des pauvres et des chômeurs urbains. Cela affecte non seulement le chômeur, mais aussi sa famille, dont l'avenir est compromis sur le plan de l'éducation et bien d'autres encore.

• (10.00 p.m.)

Tout récemment, on parlait dans un rapport du président des États-Unis des causes de la violence et de sa prévention. On signalait la relation très étroite entre la pauvreté et la violence aux États-Unis. Une autre commission créée du temps où M. Kennedy était président donnait notamment comme raison

de la décadence des villes, l'exode des pauvres de la campagne vers la ville où ils vont grossir les rangs des pauvres citadins. C'est une chose que nous devons chercher à éviter non seulement pour l'amour de l'individu mais aussi pour l'amour de la société.

Pourquoi ne renseigne-t-on pas les cultivateurs sur les programmes du gouvernement? D'abord, à mon avis, parce que le gouvernement ne transmet tout simplement pas les renseignements aux cultivateurs sur les programmes mis à sa disposition. D'abord et avant tout, nous devrions garder les cultivateurs sur la terre en les mettant au courant des nouvelles techniques, des nouveaux modes de planification, d'économies et de méthodes agricoles. Si le cultivateur doit quitter la terre, alors on devrait le renseigner sur les divers programmes de formation disponibles, ainsi que sur les divers programmes de recyclage. Nous devrions lui dire quels genres d'emplois lui sont accessibles en raison de sa formation. D'après la Commission de travail, on ne le fait pas aujourd'hui. Bien entendu, cela pourrait se faire par l'entremise des services de relations publiques de chacun de nos centres de la main-d'œuvre. On pourrait le faire aussi en adressant des lettres, accompagnées de brochures, à tous les cultivateurs. Cela devrait se faire en temps de crise comme aujourd'hui.

En outre, on pourrait recourir aux médias, radio, télévision et journaux, pour préciser quelles sont leurs perspectives d'avenir, compte tenu de leur expérience. Nous devons lancer un programme d'urgence et travailler dans ce sens, car 40 p. 100 de nos cultivateurs ne connaissent même pas l'existence d'un grand nombre de programmes, et l'agriculture dans l'Ouest est en pleine crise.

Avant de reprendre mon siège, permettez-moi de mentionner une ou deux mesures de précaution. D'abord, je suis en faveur de l'entreprise familiale et je redis que nous devrions aider le plus possible ces cultivateurs qui, par suite de difficultés économiques, seront forcés à changer éventuellement d'occupation. Deuxièmement et finalement, je n'aimerais pas voir le rapport à l'étude servir d'excuse au gouvernement pour faire de la propagande par l'entremise de divers organismes. C'est ce que font certains gouvernements provinciaux. Les renseignements donnés devraient être honnêtes et devraient renseigner les cultivateurs, d'autres individus ou des groupes particuliers quant aux programmes spéciaux que le gouvernement met à leur disposition. J'ai hâte de voir ce que le ministre me dira au sujet des recommandations que je viens de lui faire.